

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 130 N° 22		TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI				Mahana 31 no Tiurai 1981	
Cours Franc Pacifique	Polynésie française	France et territoires français d'outre-mer		Etranger		Annonces et avis :	
		Voie maritime	Voie aérienne	Voie maritime	Voie aérienne	Annonces judiciaires, commerciales et annonces diverses : la ligne . . . 125 frs	
Prix d'un exemplaire	125	150	190	165	225	Les mêmes renouvelées : la ligne : . . . 50 frs	
Abonnement : six mois	1.500	1.800	2.250	1.950	2.700	Publications de sociétés philanthropi- ques, littéraires, scientifiques, spor- tives, coopératives, syndicales, etc...	
un an	2.750	3.350	4.250	3.750	5.150	la ligne 90 frs	

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie et sont payables d'avance - C.C.P. N° 9113909
Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard 6 jours ouvrables avant la parution du Journal - B.P. N° 117.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

	Pages
1981 23 juil. Arrêté n° 1844 ER portant affectation des res- sources du fonds spécial pour l'améliora- tion de la cocoteraie.	793
23 juil. Décision n° 1846 SG approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 81-7 du con- seil d'administration du centre polynésien des sciences humaines "Te Anavaharau".	794
23 juil. Décision n° 1847 SG approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 81-8 du con- seil d'administration du centre "Te Anava- harau".	794
23 juil. Décision n° 1848 SG approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 81-10 du con- seil d'administration du centre polynésien des sciences humaines "Te Anavaharau" procédée par consultation à domicile pen- dant le mois de juillet 1981.	795
23 juil. Décision n° 1857 SEQ/MAR exonérant du coût des transports effectués sur les ba- teaux administratifs, les associations Tema- rama et prévention routière.	795
23 juil. Arrêté n° 1859 DOM fixant les jours et heures d'ouverture au public de la conservation des hypothèques de Papeete.	795
23 juil. Arrêté n° 1860 SEQ portant modification du plan des transports publics routiers de voyageurs établi pour l'île de Tahiti.	796

23 juil. Arrêté n° 6970 J/FE complétant l'arrêté n° 5841 J/FE du 21 décembre 1978.	796
23 juil. Décision n° 1862 AA habilitant le haut-com- missaire de la République en Polynésie fran- çaise, chef du territoire, à soutenir la dé- fense du territoire devant le conseil du con- tentieux administratif dans l'affaire : SA "Hachette Pacifique".	796
23 juil. Arrêté n° 6993 J constatant la prise de ses fonctions par M. Cathala Thierry, premier président de la cour d'appel de Papeete.	797
30 juil. Décision n° 1871 AE relative au prix du mé- lange pour moteur à deux temps.	797
30 juil. Arrêté n° 1872 AE fixant la valeur en douane de certains produits pétroliers importés.	798
30 juil. Décision n° 1873 AE fixant les marges de dé- tail à la revente de certains hydrocarbures dans le territoire de la Polynésie française.	798
Extraits.	798

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRETE n° 1884 ER du 23 juillet 1981 portant affectation des
ressources du fonds spécial pour l'amélioration de la co-
coteriaie.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisa-
tion de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 75-24 du 25 janvier 1975 de l'assemblée territoriale portant création du fonds spécial pour l'amélioration de la cocoteraie modifiée par la délibération n° 78-33 du 23 février 1978 ;

Vu le procès-verbal de la réunion du comité de gestion en sa séance du 10 juin 1981 ;

En ayant délibéré en sa séance du 16 juillet 1981,

Arrête :

Article 1er.— Le programme 1981-1982 du fonds spécial pour l'amélioration de la cocoteraie est arrêté à la somme de 110.000.000 CFP (*cent dix millions CFP*), pour les opérations suivantes :

Opérations :

1-81 Engrais (achat, manutention et transport)	34.040.000 F
2-81 Primes cocoteraies	1.000.000 F
3-81 Champs de démonstration	1.300.000 F
4-81 Vahituri (Rangiroa)	1.600.000 F
5-81 Champ semencier Faaroa	3.000.000 F
6-81 Mission d'un entomologiste	300.000 F
7-81 Personnel dans les secteurs	12.000.000 F
8-81 Déplacements et transports	5.000.000 F
9-81 Achats de matériels	26.900.000 F
10-81 Fonctionnement et entretien matériels	5.000.000 F
11-81 Transport de matériels	3.100.000 F
12-81 Matériel exploitation bois cocotier, hangar	13.760.000 F
13-81 Fonds de roulement et aide aux coopératives	3.000.000 F

Art. 2.— Les crédits correspondants sont mis à la disposition du chef du service de l'économie rurale, chargé de l'exécution du programme.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 juillet 1981.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,
H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 23 juillet 1981.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,
J. FOURNET.

DECISION n° 1846 SG du 23 juillet 1981 *approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 81-7 du conseil d'administration du centre polynésien des sciences humaines "Te Anavaharau"*.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 80-112 du 8 septembre 1980 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant création d'un établissement public territorial dénommé centre polynésien des sciences humaines "Te Anavaharau" rendue exécutoire par l'arrêté n° 7700 AA et notamment l'article 8 du 1er octobre 1980 ;

Vu la décision n° 1838 SGCG du 3 octobre 1980 relative à l'organisation et au fonctionnement du centre polynésien des sciences humaines "Te Anavaharau" ;

Vu la délibération n° 81-7 du conseil d'administration du centre polynésien des sciences humaines "Te Anavaharau" adoptée par consultation à domicile effectuée pendant le mois d'avril 1981 ;

En ayant délibéré dans sa séance du 16 juin 1981,

Décide :

Article 1er.— Est approuvée la délibération n° 81-7 autorisant l'achat à Londres de deux objets :

1°) Une lance-massue des îles Cook, estimation environ 250.000 FCP ;

2°) Une pagaie dite "cérémonielle" des îles Australes estimation environ 250.000 FCP.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 23 juillet 1981.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,
H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 23 juillet 1981.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,
J. FOURNET.

DECISION n° 1847 SG du 23 juillet 1981 *approuvant et rendant exécutoire la délibération n° 81-8 du conseil d'administration du centre "Te Anavaharau"*.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 80-112 du 8 septembre 1980 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant création d'un établissement public territorial dénommé centre polynésien des sciences humaines "Te Anavaharau" rendue exécutoire par l'arrêté n° 7700 AA et notamment l'article 8 du 1er octobre 1980 ;

Vu la décision n° 1838 SGCG du 3 octobre 1980 relative à l'organisation et au fonctionnement du centre polynésien des sciences humaines "Te Anavaharau" ;

Vu la délibération n° 81-8 du conseil d'administration du centre polynésien des sciences humaines "Te Anavaharau" en date du 18 mai 1981 ainsi que la consultation à domicile du mois de mai 1981 ;

En ayant délibéré en sa séance du 16 juillet 1981,

Décide :

Article 1er.— Est approuvée la délibération n° 81-8 autorisant l'achat d'objets polynésiens auprès de M. Pierre Loos, galerie Ambre, pour un montant de 54.000 FF soit 981.818 FCP ;

- un Ivi Poo des îles Marquises	7.000 FF	127.272 FCP
- un Mere, casse-tête en os Nouvel- le Zélande	15.000 FF	272.727 FCP
- Une rapé à coco des îles Caroli- nes	18.000 FF	327.272 FCP
- Un ornement Uiho Palaoa Hawaii	14.000 FF	254.545 FCP
Total	54.000 FF	981.818 FCP

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 23 juillet 1981.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 23 juillet 1981.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
J. FOURNET.

DECISION n° 1848 SG du 23 juillet 1981 approuvant la délibération n° 81-10 du conseil d'administration du centre polynésien des sciences humaines "Te Anavaharau" procédée par consultation à domicile pendant le mois de juillet 1981.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,
Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 80-112 du 8 septembre 1980 de la commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant création d'un établissement public territorial dénommé centre polynésien des sciences humaines "Te Anavaharau" rendue exécutoire par l'arrêté n° 7700 AA et notamment l'article 8 du 1er octobre 1980 ;

Vu la décision n° 1838 SGCG du 3 octobre 1980 relative à l'organisation et au fonctionnement du centre polynésien des sciences humaines "Te Anavaharau" ;

En ayant délibéré dans sa séance du 16 juillet 1981,

Décide :

Article 1er.— Est approuvée et rendue exécutoire la délibération suivante du conseil d'administration :

- la délibération n° 81-10 autorisant l'achat d'objets polynésiens pour un montant de 800.000 FCP environ.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 23 juillet 1981.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 23 juillet 1981.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,
J. FOURNET.

DECISION n° 1857 SEQ/MAR du 23 juillet 1981 exonérant du coût des transports effectués sur les bateaux administratifs, les associations Temarama et Prévention routière.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1972 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment son article 63 ;

Vu l'arrêté n° 3185 SG du 13 septembre 1973 portant réorganisation du service territorial de l'équipement ;

Vu l'arrêté n° 182 SE du 6 mars 1978 autorisant le service de l'équipement à consentir des cessions pour toutes prestations de services rendus par les navires de la flotille administrative et fixant les tarifs de ces cessions ;

Vu le rapport du service de l'équipement n° SEQ/MAR et ayant délibéré dans sa séance du 22 juillet 1981,

Décide :

Article 1er.— Le service de l'équipement est autorisé à accorder la gratuité de transport sur un bateau administratif pour les transports suivants :

Transfert à Raiatea du matériel d'éducation et de démonstration de la prévention routière.

Transfert à Raiatea d'un groupe de personnes de l'association Temarama pour l'inauguration de la salle des jeunes de Tevaitoa.

Art. 2.— Les montants des dépenses seront imputés au chapitre 44-01 A du budget local, exercice 1981 soit :

Prévention routière	35.750 F
Temarama	624.800 F
	660.550 F

Art. 3.— La présente décision, prise pour servir et valoir ce que de droit, sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Papeete, le 23 juillet 1981.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 23 juillet 1981.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,
J. FOURNET.

ARRETE n° 1859 DOM du 23 juillet 1981 fixant les jours et heures d'ouverture au public de la conservation des hypothèques de Papeete.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française :

En ayant délibéré en séance du 22 juillet 1981,

Arrête :

Article 1er.— La conservation des hypothèques de Papeete est ouverte au public de 7 heures 30 à 14 heures 00 tous les jours, à l'exception :

- des dimanches ;
- des jours fériés et réputés fériés ;
- des samedis ;
- et du jour fixé pour l'arrêté mensuel des écritures comptables.

Art. 2.— La date de cet arrêté mensuel est fixée :

- pour les mois autres que le mois de décembre, au dernier jour ouvrable précédant le 28 ;
- pour le mois de décembre au dernier jour ouvrable de ce mois.

Art. 3.— Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 juillet 1981.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 23 juillet 1981.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
J. FOURNET.

ARRETE n° 1860 SEQ du 23 juillet 1981 portant modification du plan des transports publics routiers de voyageurs établi pour l'île de Tahiti.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu les délibérations n° 75-187 du 23 octobre 1975 et 76-114 du 14 septembre 1976 portant organisation des transports terrestres sur le territoire de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 147 SGA/AE du 21 février 1978 complétée par la décision n° 298 SGA/AE du 24 avril 1978, fixant la composition du comité technique territorial des transports ;

Vu l'arrêté n° 86 du 5 septembre 1977 approuvant le plan des transports publics routiers de voyageurs établi pour l'île de Tahiti et les arrêtés subséquents le modifiant ;

Vu l'avis émis le 19 juin 1981 par le comité technique territorial des transports lors de sa réunion ;

En ayant délibéré en séance du 22 juillet 1981,

Arrête :

Article 1er.— Le plan des transports publics routiers réguliers de voyageurs établi pour l'île de Tahiti est modifié comme suit :

1) *Modification de services*

N° 209 : M. Huaatua T. dit Mahei, Outumaoro-Papeete, 1 véhicule, 6 AR au lieu de 2 véhicules, 12 AR ;

N° 210 : Mme Tuihani épouse Tematahotoa Turereura, Outumaoro-Papeete, 2 véhicules, 18 AR au lieu de 1 véhicule, 12 AR ;

N° 2 : Tahiaata Florence, Tipaerui-Marché de Papeete, 2 véhicules 27 AR au lieu de 1 véhicule, 12 AR.

2) *Radiation de services*

N° 4 : Van Bastolaer François, Tipaerui-Marché de Papeete, 1 véhicule, 15 AR.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 juillet 1981.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,
F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,
le 23 juillet 1981.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
J. FOURNET.

ARRETE n° 6970 J/FE du 23 juillet 1981 complétant l'arrêté n° 5841 J/FE du 21 décembre 1978.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 relatif au régime financier des territoires d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 5841 J/FE du 21 décembre 1978 portant réglementation de la prise en charge par le budget de l'Etat (ministère de la justice), des frais d'installation, d'entretien et d'abonnement des postes téléphoniques installés au domicile de certaines personnes ainsi que des taxes de communication,

Arrête :

Article 1er.— L'article 3 de l'arrêté n° 5841 J/FE du 21 décembre 1978 susvisé est complété comme suit :

- Juge de la section de Nuku-Hiva (Marquises).

Art. 2.— Le présent arrêté qui prendra effet pour compter du 19 mars 1981 sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 juillet 1981.

Le haut-commissaire,
par délégation :
Le secrétaire général,
J. FOURNET.

DECISION n° 1862 AA du 23 juillet 1981 habilitant le haut-commissaire de la République en Polynésie française, chef du territoire, à soutenir la défense du territoire devant le conseil du contentieux administratif dans l'affaire SA "Hachette Pacifique".

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française, notamment ses articles 21-3e d et 25 ;

Vu le décret du 5 août 1981 concernant l'organisation et la compétence des conseils du contentieux administratif ;

Vu la requête déposée le 17 juin 1981 par la SA "Hachette Pacifique" ;

Sur le rapport du chef du service des contributions ;

En ayant délibéré en séance du 22 juillet 1981,

Décide :

Article 1er.— Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, chef du territoire, est habilité à soutenir la défense du territoire devant le conseil du contentieux administratif dans l'affaire SA "Hachette Pacifique".

M. Y. Abguillerm, chef du service des contributions directes, est désigné pour assumer la défense du territoire.

Art. 2.— La présente décision sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera.

Papeete, le 23 juillet 1981.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 23 juillet 1981.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

J. FOURNET.

ARRETE n° 6993 J du 23 juillet 1981 constatant la prise de ses fonctions par M. Cathala Thierry, premier président de la cour d'appel de Papeete.

Le haut-commissaire de la République
en Polynésie française, chef du territoire,
Officier de la Légion d'Honneur,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature ;

Vu le décret n° 61-78 du 20 janvier 1961 portant règlement d'administration publique relatif à l'application aux magistrats de l'ancien cadre de la F.O.M. de l'ordonnance sus-indiquée notamment en son article 63 ;

Vu le décret n° 81-499 du 12 mai 1981 changeant la dénomination du tribunal supérieur d'appel de Papeete en celle de cour d'appel de Papeete ;

Vu le décret du 12 mai 1981 nommant M. Cathala Thierry, premier président de la cour d'appel de Papeete ;

Vu l'arrivée dans le territoire le 3 juillet 1981 de M. Cathala Thierry et le procès-verbal d'installation en date du 10 juillet 1981,

Arrête :

Article 1er.— Est constatée à compter du 3 juillet 1981, date de son arrivée dans le territoire, la prise de ses fonctions par M. Cathala Thierry, premier président de la cour d'appel de Papeete.

Art. 2.— Est rapporté à compter du 3 juillet 1981 l'arrêté n° 6245 J du 19 juin 1981 constatant la suppléance du président du tribunal supérieur d'appel de Papeete.

Art. 3.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 23 juillet 1981.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

J. FOURNET.

DECISION n° 1871 AE du 30 juillet 1981 relative au prix du mélange pour moteur deux temps.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20, 21 et 24 ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu la décision n° 1078 AE du 30 janvier 1980 fixant le cadre général des prix de vente des hydrocarbures importés dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1283 AE du 14 avril 1980 relatif au soutien des prix de certains hydrocarbures dans les îles du territoire autres que Tahiti ;

Vu la décision n° 1605 AE du 29 mai 1981 fixant les prix de certains hydrocarbures dans le territoire de la Polynésie française ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en sa séance du 29 juillet 1981,

Décide :

Article 1er.— Sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française le prix maximal de vente du détail du litre de mélange pour moteur à deux temps s'établit par majoration du prix de détail réglementé du litre d'essence ordinaire de 11 FCP.

Art. 2.— L'article 12 de la décision n° 1078 AE du 30 janvier 1980 susvisée est abrogé.

Art. 3.— Les infractions aux dispositions de l'article 1er de la présente décision sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 susvisée.

Art. 4.— La présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera, prend effet à compter du 1er août 1981.

Papeete, le 30 juillet 1981.

Pour le conseil de gouvernement :

Le vice-président,

F. SANFORD.

Vu et rendu exécutoire,

le 30 juillet 1981.

Le haut-commissaire,

par délégation :

Le secrétaire général,

J. FOURNET.

ARRETE n° 1872 AE du 30 juillet 1981 fixant la valeur en douane de certains produits pétroliers importés.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la délibération n° 80-36 du 13 mars 1980, rendue exécutoire par arrêté n° 4454 AA du 9 avril 1980 relative à la détermination de la valeur en douane des produits pétroliers importés ;

Vu l'arrêté n° 1604 AE du 29 mai 1981 fixant la valeur en douane de certains produits pétroliers importés ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en sa séance du 16 juillet 1981,

Arrête :

Article 1er.— A l'importation, la valeur en douane des produits pétroliers ci-dessous est déterminée par référence aux valeurs forfaitaires suivantes :

- Essence	34,783 FCP par litre
- Pétrole lampant	33,851 FCP par litre
- Gazole	32,312 FCP par litre.

Art. 2.— L'arrêté n° 1604 AE du 29 mai 1981 est abrogé.

Art. 3.— Le présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera, prend effet à compter du 1er août 1981.

Papeete, le 30 juillet 1981,

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,

H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 30 juillet 1981.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
J. FOURNET.

DECISION n° 1873 AE du 30 juillet 1981 fixant les marges de détail à la revente de certains hydrocarbures dans le territoire de la Polynésie française.

Le conseil de gouvernement de la Polynésie française,

Vu la loi n° 77-772 du 12 juillet 1977 relative à l'organisation de la Polynésie française et notamment ses articles 20 et 21 ;

Vu la décision n° 761 AE du 13 octobre 1978 fixant le régime général relatif à la détermination des prix des produits au stade de l'importation sur le territoire ;

Vu la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 relative au contrôle et à la répression des infractions en matière de réglementation des prix dans le territoire ;

Vu la décision n° 1646 AE du 5 juin 1981 fixant le régime général des prix et des marges des produits aux différents stades de la commercialisation dans le territoire ;

Vu la décision n° 1078 AE du 30 janvier 1980 fixant le cadre général des prix de vente des hydrocarbures importés dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 1065 AE du 29 mai 1981 fixant les prix de certains hydrocarbures dans le territoire de la Polynésie française ;

Vu la décision n° 1081 AE du 30 janvier 1980 fixant les marges de détail à la revente de certains hydrocarbures dans le territoire de la Polynésie française ;

Sur le rapport du chef du service des affaires économiques ;

En ayant délibéré en sa séance du 16 juillet 1981,

Décide :

Article 1er.— Sur l'île de Tahiti, la marge de détail à la revente des hydrocarbures énumérés ci-dessous est fixée à :

- Trois francs soixante dix centimes (3,70 FCP) par litre d'essence ;
- Deux francs quatre vingt centimes (2,80 FCP) par litre de pétrole et de gazole.

Art. 2.— Dans les îles du territoire autres que Tahiti la marge de revente prélevée entre le prix de gros et le prix de détail est fixée à :

- Quatre francs quatre vingt dix centimes (4,90 FCP) par litre d'essence ordinaire ;
- Quatre francs trente centimes (4,30 FCP) par litre de pétrole lampant ou de gazole.

Dans le cas où plusieurs intermédiaires s'inscrivent dans le circuit de distribution ceci ne peut avoir pour effet de réduire la marge du détaillant à moins de 3,70 FCP (trois francs soixante dix centimes) par litre d'essence et à moins de trois francs trente centimes (3,30 FCP) par litre de pétrole lampant ou de gazole.

Art. 3.— Les infractions aux dispositions de la présente décision sont poursuivies, réprimées et sanctionnées conformément aux dispositions de la décision n° 766 AE du 13 octobre 1978 susvisée.

Art. 4.— La présente décision qui sera enregistrée, communiquée et publiée partout où besoin sera, prend effet à compter du 1er août 1981.

Papeete, le 30 juillet 1981.

Pour le conseil de gouvernement :

Pour le vice-président :

Le suppléant,
H. CARLSON.

Vu et rendu exécutoire,
le 30 juillet 1981.

Le haut-commissaire,
par délégation :

Le secrétaire général,
J. FOURNET.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc...

FONCTION PUBLIQUE

Par décision n° 6746 PEL du 10 juillet 1981.— M. Loyant Olivier, volontaire au service de l'aide technique, embarqué à Paris-Roissy le 25 juin et arrivé à Papeete le 26 juin 1981 par avion de la Cie UTA, est mis à la disposition du chef du service des affaires économiques (logement non fourni).

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 33.10, article 10.

Par décision n° 6782 PEL du 13 juillet 1981.— L'adjudant Jean-François Roger, embarqué à Paris-Roissy le 3 juillet et arrivé à Papeete le 4 juillet 1981 par avion de la Cie UTA, est affecté au bureau d'études, en remplacement de l'adjudant-chef Danger rapatrié pour fin de séjour.

Dépense imputable au budget de l'Etat : chapitre 31.21, article 40.

Par décision n° 6802 PEL du 13 juillet 1981.— Est constatée la fixation en Polynésie française de la résidence habituelle de M. Jean Pasturel, ingénieur des travaux de la météorologie, en fonctions au service de l'aviation civile.

Par arrêté n° 6868 PEL du 17 juillet 1981.— Les fonctionnaires des catégories B, C et D du cadre territorial de la Polynésie française dont les noms suivent sont promus aux échelons et dates ci-dessous indiqués :

Hunter Pierre, instituteur, catégorie B (1 B), 12^e échelon, indice net 360, pour compter du 23 septembre 1981.

Klima Augustine, aide-assistante sociale, catégorie C, 7^e échelon, indice net 210, pour compter du 24 juin 1981 ;

Nena Juliette, commis, catégorie D, 12^e échelon, indice net 225, pour compter du 15 novembre 1981.

Par arrêté n° 6869 PEL du 17 juillet 1981.— Les fonctionnaires du corps unique de la catégorie A du cadre territorial de la Polynésie française dont les noms suivent sont promus aux échelons et dates ci-dessous indiqués :

Langomazino Marcel, 9^e échelon, indice net 460, pour compter du 21 janvier 1981 ;

Laurey Jacques, 9^e échelon, indice net 460, pour compter du 29 janvier 1981.

Par arrêté n° 6927 PEL du 21 juillet 1981.— La date des élections aux commissions administratives paritaires des chefs de section et contrôleurs des impôts et des agents de constatation ou d'assiette du corps de l'Etat pour l'administration de la Polynésie française est fixée au 28 septembre 1981. Le scrutin sera clos à 15 heures.

Les listes des candidats comprennent :

- pour les chefs de section et les contrôleurs des impôts :
 - 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant pour les chefs de section ;
 - 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant pour les contrôleurs.
- pour les agents de constatation ou d'assiette :
 - 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant.

Les listes devront être déposées au plus tard le 28 août 1981, à 17 heures, terme de rigueur, au service de l'enregistrement.

Elles porteront le nom d'un fonctionnaire appelé à représenter la liste dans toutes les opérations électorales et seront en outre accompagnées d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat.

Il ne sera accepté aucun dépôt, ni modification de liste après le 28 août 1981.

AFFAIRES ADMINISTRATIVES

Par arrêté n° 6775 AA du 13 juillet 1981.— Le détenu désigné ci-après est admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle :

- Pihahuna Harvey Marc, né le 4 décembre 1955 à Nouméa.

En conséquence, après notification du présent arrêté et remise d'un permis de libération, l'intéressé sera mis en liberté et pourra y être laissé jusqu'à expiration de sa peine.

Il fera connaître la localité où il désire se fixer et devra s'y rendre sans retard.

Toutes les fois, qu'il aura l'intention de changer de domicile il en avisera préalablement la direction des polices urbaines ou la brigade de gendarmerie. Cette disposition n'est pas applicable aux déplacements momentanés, à moins qu'une décision spéciale la prescrive.

Le présent arrêté pourra être rapporté et le bénéfice de la libération conditionnelle retiré à l'intéressé par un arrêté soit pour inconduite habituelle ou publique dûment constatée, soit pour infraction aux conditions auxquelles est subordonné son maintien en liberté.

Dans ces cas, il sera réintégré à la prison, pour la durée de sa peine non écoulée au moment de sa libération.

*
* *

AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Par arrêté n° 1812 AU du 13 juillet 1981.— La société Rupe Rupe dont le siège social est situé à Faaa - Pamatai - B.P. 343 est autorisée, sous les conditions et prescriptions ci-après, à installer un entrepôt de matériaux de construction sur un terrain dépendant de l'ancien domaine Charles Lévy ou domaine "Elzéa", connu sous le nom de propriété Germain Lévy, sis dans la commune de Faaa, vallée de Tipaerui, derrière l'incinérateur de Tipaerui, à 2 km environ de la route territoriale n° 1.

Equiperment et caractéristiques

L'installation, qui relève de la 3^e classe, comprendra un entrepôt de matériaux de construction (ciment en particulier), de camion et de pièces détachées de bateau.

Cette autorisation est subordonnée à la délivrance du permis de travaux immobiliers nécessaire à la réalisation de l'installation, à demander dans les conditions réglementaires. Pour cette procédure, les modalités d'évacuation des eaux pluviales et de ruissellement ainsi que les conditions d'alimentation en eau potable devront être précisées.

Cette autorisation deviendra caduque si l'établissement n'est pas mis en fonctionnement dans un délai de deux (2) années à compter de sa notification.

*
* *

SERVICE DU CADASTRE

Par décision n° 1788 C du 8 juillet 1981.— M. Maurice Teai, géomètre, est agréé pour la rédaction des documents d'arpentage destinés à la mise à jour des plans cadastraux.

*
* *

DIRECTION PROTECTION CIVILE

Par décision n° 6717 CAB.DPC du 9 juillet 1981.— Sont déclarés admis au brevet national de secourisme les candidats dont les noms suivent :

Tufariua Remuna, Tainanuarii Jacob, Flores Adrien, Faua Arthur, Teihoarii Richard, Teharuru René, Poareu Michel, Faua Michel, Teikiotiu Jean-Marie, Maraëa Taaroanui, Taruoura Iakoba, Taurua Raymond.

*
* *

SERVICE DE L'EDUCATION

Par arrêté n° 6816 SE du 13 juillet 1981.— Un prêt d'honneur égal au montant d'une bourse de catégorie E est accordé à M. Lachaux Ferdinand pour la poursuite de ses études durant l'année universitaire 1981-1982 (DEA anglais - sous réserve de succès à la maîtrise).

Il sera versé par le centre international des étudiants et stagiaires en 12 mensualités égales au douzième du montant annuel de la bourse.

L'intéressé pourra également bénéficier, à titre remboursable, des voyages prévus par les dispositions réglementaires.

Le remboursement en sera effectué en 10 annuités égales et consécutives, la première un an après la fin des études. Le bénéficiaire pourra, par anticipation, se libérer de sa dette.

*
* *

FINANCES TERRITORIALES

Par arrêté n° 6737 FT du 9 juillet 1981.— Le montant maximal de la caisse d'avance confiée à M. Villierme Michaël est porté à trente millions de francs (30.000.000 CFP) pendant la durée de congé de M. Tauru Ernest du 13 juillet 1981 au 9 août 1981.

Par arrêté n° 6777 FT du 13 juillet 1981.— M. Tcheong Fat Ju, agent contractuel, est nommé régisseur de la caisse d'avances du service de l'économie rurale en remplacement de Mme Taaroa Mareva.

*
* *

FONDS SPECIAL POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE ET DE L'ARTISANAT

Par arrêté n° 1791 FSDIA du 8 juillet 1981.— La Sarl Pamani bénéficiera d'une avance sans intérêts d'un montant de deux millions (2.000.000 F CFP) (1 an de différé + 3 ans de remboursements) remboursable par fractions constantes au début de chaque trimestre.

La somme sera versée sur le compte n° 32 252 P ouvert à la Socrédo.

La dépense correspondante est imputable au FSDIA, opération 1/81.

En cas de non respect de la convention signée avec le territoire, le bénéficiaire s'engage à reverser au territoire l'intégralité des fonds reçus. Pour garantir la créance du territoire, le bénéficiaire s'engage à obéir à la première injonction de celui-ci et à autoriser la prise de nantissement de deuxième rang sur le fonds de commerce derrière la Socrédo.

Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent, seront soumises à l'appréciation du comité de gestion du FSDIA.

Par arrêté n° 1830 FSDIA du 16 juillet 1981.— M. Kautai Pierre, bénéficiera d'une subvention de 345.330 F (trois cent

quarante cinq mille trois cent trente francs) pour l'achat de matériel.

La somme sera versée sur le compte n° 23648 E ouvert à la Socrédo.

La dépense correspondant est imputable au F.S.D.I.A., opération 2/80.

Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent, seront soumises à l'appréciation du comité de gestion du F.S.D.I.A.

Par arrêté n° 1831 FSDIA du 16 juillet 1981.— L'association Pu Hamanira'a Tauha'a Tahito bénéficiera d'une subvention de 1.861.400 F CFP pour l'achat d'outillage et de matières premières nécessaires aux besoins de tous les artisans de la dite association.

La somme sera versée sur le compte n° 24275 Z ouvert à la Socrédo.

La dépense correspondante est imputable au F.S.D.I.A., opération 2/80.

Les contestations pouvant surgir de l'application des dispositions qui précèdent, seront soumises à l'appréciation du comité de gestion du F.S.D.I.A.

*
* *

FONDS SPECIAL D'INVESTISSEMENT POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE

Par arrêté n° 1801 FSDAP du 13 juillet 1981.— Une subvention de 200.000 F (deux cent mille francs) pour création de son fonds de roulement, est attribuée au syndicat agricole "Tevaifaara" de Mahaena, qui a pour objet l'organisation, la représentation et la défense des intérêts des agriculteurs.

La dépense est imputable au FSDAP - Opération 17/80. Le versement sera effectué sur le compte Socrédo n° 32 324 O du syndicat agricole "Tevaifaara" de Mahaena.

*
* *

INSTITUT DE RECHERCHES MEDICALES LOUIS MALARDE

Par arrêté n° 1809 IRM/FT du 13 juillet 1981.— Délégation de signature est donnée à M. Gilbert Louis Lescroel, gestionnaire de l'institut Louis Malardé.

*
* *

TRESOR

Par arrêté n° 6774 T du 10 juillet 1981.— M. Jean Hugon, contrôleur du trésor, est nommé à compter du 1er août 1981 gérant intérimaire de la paierie des archipels en remplacement de M. Joseph Daure.

M. Jean Hugon n'est astreint ni à la prestation de serment ni à la constitution de garanties.

Après arrêté des écritures de la paierie des archipels le 31 juillet 1981, il sera procédé à la remise de service de M. Daure à M. Hugon par le trésorier-payeur général de la Polynésie française.

Le secrétaire général et le trésorier-payeur général de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.